

*Questions orales*

J'aimerais poser la question suivante au ministre de la Santé nationale: S'il croit vraiment dans la santé de nos enfants, pourquoi lui et son gouvernement, avec cette politique injuste, sont-ils en train de couper, sur les deux prochaines années, 865 millions de dollars des budgets pour les moins bien nantis seulement qu'au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique? Pourquoi est-ce qu'il prend ces mesures contre les enfants du Canada?

• (1420)

[Traduction]

**L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, la députée est le chef suppléant de son parti. À ce titre, on s'attendrait à ce qu'elle ait au moins une certaine connaissance du sujet qu'elle aborde.

Elle cite la province de Québec, mais elle devrait savoir que le plafonnement imposé au Régime d'assistance publique du Canada ne s'applique pas dans le cas du Québec. Les dépenses n'y sont absolument pas plafonnées.

\* \* \*

#### REVENU CANADA

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et a trait à une autre des mesures économiques ineptes du gouvernement actuel.

Hier, en Colombie-Britannique, le ministre du Revenu national a annoncé un programme qui encourage en fait les Canadiens à aller faire leurs courses aux États-Unis. Cela revient à offrir un service de voie rapide à un groupe privilégié de consommateurs qui peuvent payer des frais initiaux et qui ont des cartes de crédit.

Pourquoi le gouvernement met-il en oeuvre une nouvelle mesure qui stimulera l'économie des États du Michigan, de Washington et de New York, alors qu'il n'a pas de mesures nouvelles à proposer pour venir en aide à l'économie canadienne, à l'économie de notre propre pays?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Comme d'habitude, monsieur le Président, le député n'a lu qu'une partie de l'annonce faite par le ministre du Revenu national.

Lorsque le ministre a annoncé hier ce projet pilote, le Programme Pace, il a dit que les usagers de la voie rapide feront l'objet de vérifications par sondage, et que ceux

qui abusent du système s'exposeront à de lourdes amendes et à des sanctions sévères.

Ce programme fera donc en sorte que les Canadiens paient maintenant au complet tous les droits et toutes les taxes, chose qui n'arrivait pas sous le gouvernement précédent. Deuxièmement, il accélérera l'entrée des touristes américains au Canada. Troisièmement, et plus important, il encouragera peut-être les Canadiens à faire leurs achats au Canada.

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, à ce stade-ci, le programme s'applique seulement aux Canadiens. Au lieu de faire l'objet d'une vérification chaque fois qu'ils traversent la frontière, ils n'auront qu'à mettre une petite carte dans une boîte. Ce n'est pas là une mesure très stricte, à mon avis.

Selon Statistique Canada, le nombre de voyages aller-retour aux États-Unis dans la même journée s'est accru de 15,2 p. 100 en janvier par rapport à la même période l'an dernier. John Winter, analyste dans le secteur du commerce de détail, a dit que cette augmentation était directement liée à la TPS. Il a ajouté:

Ce sont de très mauvaises nouvelles sur le plan économique pour les municipalités du côté canadien de la frontière. Par contre, les marchands du côté américain font des affaires d'or.

Pourquoi le gouvernement s'arrange-t-il pour que ce soit les marchands du côté américain de la frontière qui fassent des affaires d'or et non ceux du côté canadien? Ses politiques n'ont-elles pas déjà assez nui aux marchands de nos localités frontalières?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)):** Monsieur le Président, si nous arrêtons chaque voiture pendant une demie-heure pour la fouiller, le député serait le premier à nous le reprocher. Il serait le premier à se plaindre.

Le député sait également que le Conseil canadien du commerce du détail nous a demandé de trouver un moyen qui nous permettrait de percevoir la totalité des droits de douane et des taxes. Ce programme nous permet d'atteindre ce but.

Des milliers et des milliers d'exploitants d'entreprises touristiques nous ont également demandé de faire quelque chose parce qu'il y avait une attente de trois heures au poste frontière où le projet pilote a été mis à l'essai et que les touristes américains, qui en avaient assez d'attendre, décidaient de ne pas venir au Canada.

Nous avons donc trouvé un moyen qui nous permet à la fois d'accélérer la circulation à la frontière et de nous assurer que les Canadiens qui rentrent chez eux paient la totalité des droits de douane et des taxes.